

Communiqué de presse du Conseil d'Etat

7 mars 2012

La version Internet fait foi

Sommaire

Genève-Confédération	4
Non à la suppression du remboursement de l'aide sociale par le canton d'origine.....	4
Non à une modification des principes en matière de conclusion de traités internationaux de portée mineure	4
Genève	5
Décès de Me Soli Pardo	5
Prestation de serment de l'école de police	5
Maintien du soutien financier au Fonds suisse pour le paysage	5
Santé et sécurité du personnel de l'Etat : des principes clarifiés et plus accessibles	6
Nominations.....	7
Agenda des invitations à la presse	8

Non à la suppression du remboursement de l'aide sociale par le canton d'origine

Le Conseil d'Etat a répondu à une procédure de consultation menée par la commission de la sécurité sociale et de la santé publique du Conseil des Etats à propos d'une initiative parlementaire demandant la suppression de l'obligation de remboursement imposée au lieu d'origine en matière d'aide sociale.

Les cantons urbains, qui disposent généralement de structures de qualité pour l'encadrement et le suivi de personnes rencontrant des difficultés sociales, hébergent souvent de nombreuses personnes originaires de cantons moins bien lotis en la matière. Ainsi, le remboursement par les lieux d'origine se monte-t-il à près de 2 millions de francs par an pour Genève (1% des prestations d'action sociale versées par l'Hospice général), ou 7 millions pour le canton de Zurich. La perte serait donc conséquente pour ces cantons.

Le Conseil d'Etat s'oppose à cette suppression si elle ne s'accompagne pas d'une compensation dans le cadre des instruments de la réforme de la péréquation financière et de la répartition des tâches entre la Confédération et les cantons (RPT), notamment l'augmentation de la compensation des charges sociodémographiques.

Au vu de la mobilité croissante de la population et de l'évolution de la législation des cantons relative à l'aide sociale, le principe d'un remboursement par le lieu d'origine paraît toutefois quelque peu dépassé. C'est pourquoi le gouvernement suggère à la commission de sécurité sociale du Conseil des Etats de remplacer le principe du canton d'origine par celui de l'ancien canton de domicile, comme c'est le cas dans la [loi fédérale sur les prestations complémentaires AVS/AI](#).

Pour toute information complémentaire : M. François Longchamp, conseiller d'Etat, DSE, ☎ 022 546 54 00.

Non à une modification des principes en matière de conclusion de traités internationaux de portée mineure

En réponse à une consultation fédérale portant sur la compétence de conclure des traités internationaux de portée mineure et sur l'application provisoire des traités internationaux, le Conseil d'Etat relève que la répartition actuelle des compétences entre le Conseil fédéral et l'Assemblée fédérale donne, pour l'essentiel, satisfaction. Il considère donc qu'il n'est pas nécessaire de procéder à une modification des principes en la matière.

Pour toute information complémentaire : Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat, CHA, ☎ 022 327 95 00.

Décès de Me Soli Pardo

Le Conseil d'Etat a adressé ses condoléances à la famille de Me Soli Pardo, membre de l'Assemblée constituante, conseiller municipal de la Ville de Genève et membre du Bureau directeur du Mouvement Citoyens Genevois, décédé le 3 mars dernier.

Prestation de serment de l'école de police

Trente-quatre nouveaux policiers (sept inspectrices et huit inspecteurs de la police judiciaire ainsi que 19 gendarmes, 18 hommes et une femme) ainsi que trois policiers réengagés (deux gendarmes et un agent de la police de la sécurité internationale) ont prêté serment devant le Conseil d'Etat *in corpore*, sur la promenade de la Treille. Ces nouveaux policiers ont obtenu leur brevet fédéral au terme d'un enseignement dispensé durant douze mois au centre de formation de la police.

A l'occasion de cette cérémonie, les officiers de la gendarmerie et de la police de la sécurité internationale, portaient pour la première fois le nouvel uniforme de représentation adopté par les polices romandes.

Les nouveaux assermentés prendront leur fonction le 8 mars 2012.



Maintien du soutien financier au Fonds suisse pour le paysage

Dans sa réponse à un courrier du [Fonds suisse pour le paysage \(FSP\)](#) qui sollicitait un soutien financier pour ses projets en faveur des paysages ruraux traditionnels proches de l'état naturel, le Conseil d'Etat remercie le FSP d'avoir permis, depuis sa création en 1991, à une quinzaine de projets de voir le jour à Genève.

Parmi les plus récents figurent la revitalisation d'anciens alignements de chênes à Genthod ou encore des mesures de revitalisation paysagères dans le hameau de Vessy.

Le Conseil d'Etat ajoute qu'il entend continuer à apporter une participation financière complémentaire aux projets soutenus par le FSP sur le territoire genevois. Par ailleurs, dans le cadre du développement de l'agglomération, il s'emploiera à promouvoir un projet coordonnant les volets urbanisation, mobilité et paysage.

Pour toute information complémentaire : M. Sébastien Beuchat, direction générale de la nature et du paysage, DIM, ☎ 022 388 55 01.

Santé et sécurité du personnel de l'Etat : des principes clarifiés et plus accessibles

Le Conseil d'Etat a adopté un nouveau document de référence intitulé « Santé et sécurité au travail au sein de l'Etat » qui synthétise et rend plus accessibles les principes directeurs assurant la prévention des risques professionnels au sein de l'administration cantonale. Ce document inventorie les acteurs impliqués et complète le manuel de la sécurité et de la protection de la santé au travail. Les questions de santé concernent l'ergonomie et l'hygiène au lieu de travail ainsi que la protection de la maternité. La sécurité regroupe les notions de prévention des accidents, de lutte contre le feu, d'organisation des premiers secours et de prévention des agressions.

Le Conseil d'Etat a aussi approuvé le rapport 2011 de la commission de santé et de sécurité au travail au sein de l'administration (COSST), qui réunit des représentants de chaque département et veille à sensibiliser l'ensemble du personnel de l'Etat à la prévention des risques professionnels. Au département de l'instruction publique, de la culture et du sport, ces principes s'appliquent également aux élèves et étudiant-e-s.

Pour toute information complémentaire : M. Grégoire Tavernier, directeur général de l'office du personnel de l'Etat, DF, ☎ 022 546 08 51.

Nominations

Nouveau directeur de l'office régional de placement



Le département de la solidarité et de l'emploi a désigné M. Christian DUCRET au poste de directeur de l'office régional de placement (ORP) au sein de l'office cantonal de l'emploi (OCE).

M. Ducret assumait déjà cette fonction par interim depuis le 1^{er} mai 2011. Au cours de l'année 2011, il a contribué, au sein de l'OCE, aux décisions stratégiques en vue de la réorganisation complète de l'ORP, décisions qui entreront en force début avril 2012.

Avant de rejoindre l'OCE, M. Ducret a travaillé plus de vingt ans au sein de l'office cantonal de l'inspection et des relations du travail (OCIRT), les dernières années en tant que directeur chargé du secteur des relations du travail, des usages et des mesures d'accompagnement à l'accord sur la libre circulation des personnes. Cette expérience en fait un grand connaisseur de l'ensemble des enjeux liés au marché du travail genevois.

Au sein de l'OCE, l'ORP assure l'accomplissement des tâches de conseil et d'aide à la réinsertion professionnelle prévues par la loi fédérale sur l'assurance chômage et la loi cantonale en matière de chômage. Cet office sera complètement restructuré d'ici au 1^{er} avril prochain, conformément aux engagements pris par le Conseil d'Etat dans son programme de législature 2010-2013.

Pour toute information complémentaire : M. François Longchamp, conseiller d'Etat, DSE, ☎ 022 546 54 00.

Agenda des invitations à la presse

Sous réserve de modifications

DATE	SUJET	LIEU	DPT	CONTACT
11 mars 14h30	Résultats de la votation populaire du 11 mars 2012	salle des Fiefs de l'Hôtel de Ville 2, rue de l'Hôtel-de-Ville 1204 Genève	CE	Nicolas Merckling ☎ 022 327 90 80
12 mars 11h00	Après le scrutin du 11 mars : «And so what?»	salle 2 du DIP 6, rue de l'Hôtel-de-Ville 1204 Genève	DIP	Serge Baehler 022 546 69 17 ou 076 432 06 27
20 mars 11h00	Semaine internationale contre le racisme	Club suisse de la presse à La Pastorale 106, route de Ferney 1202 Genève	DSPE	Laurent Paoliello ☎ 022 327 92 04
2 avril 10h00	Présentation du compte 2011 de l'Etat de Genève	salle de l'Alabama de l'Hôtel de Ville 2, rue de l'Hôtel-de-Ville 1204 Genève	CE	Roland Godel ☎ 022 327 98 07